Non, Tolbiac n'a pas été évacué dans le calme.

Category: Éducation

écrit par jmfouquer | 20 avril 2018

Ce matin à l'aube, des compagnies de CRS ont massivement et violemment débarqué dans les amphithéâtres de Tolbiac, pacifiquement occupés depuis près d'un mois par des étudiant-e-s en lutte contre la loi ORE rognant le droit à l'éducation. La présidence, qui avait appelé à plusieurs reprises à l'évacuation policière du site, à grands renforts de caricatures assimilant le mouvement au trafic de drogue et à la prostitution, a affiché ce matin dans un communiqué son « immense soulagement » devant une expulsion qui « s'est déroulée dans le calme et sans incident ». La présidence parle ainsi à l'unisson avec une préfecture de police qui déclare que « l'opération a été menée avec maîtrise et calme ».

Les journalistes de préfectures ont immédiatement embrayé. Le Monde relate ainsi : « L'opération, qui a pris fin vers 6 heures, s'est déroulée "dans le calme" et sans "incident", a toutefois assuré la préfecture de police, qui a, par ailleurs, relevé "des dégradations nombreuses" sur le site. Un individu a été interpellé pour outrage et rébellion. » Les enquêteurs de bac à sable se sont alors empressés d'aller constater les « dégradations » provoquées par l'occupation, faisant leur miel des déclarations fracassantes qui les chiffrent à des centaines de milliers d'euros.

Contrairement à ce que répètent à l'unisson la présidence, la préfecture et les médias dominants, l'expulsion ne s'est pas bien passée. Les insultes les plus viles et les coups de matraque ont plu et quatre étudiant-e-s mobilisés se retrouvent à l'hôpital, dont deux gravement selon des sources syndicales. Quant aux déclarations sur les dommages causés par le mouvement, elles ne sont qu'une façon de délégitimer toute contestation sociale.

Les vrais casseurs, sont les gouvernements et leurs complices mandarins universitaires qui dégradent l'université à coup de « parcoursup » et d'emplois précaires. Si des centaines de milliers d'euros sont effectivement nécessaires, c'est pour entretenir des locaux laissés à l'abandon, recruter du personnel administratif et enseignant dans de bonnes conditions.

Dans ces conditions, difficile de penser, comme le souhaite la présidence de l'université Paris 1, que la « communauté » universitaire retrouve sa prétendue « unité » et sa soi-disant « sérénité ».